

# Perspectives

N°25/322 – 19 novembre 2025

## ROYAUME-UNI – Victime d'une cyber-attaque dans le secteur automobile, la croissance n'a été que de 0,1% au T3

À quelques jours seulement de la présentation du budget d'automne, les nouvelles sur le front conjoncturel sont décevantes pour le gouvernement. **Le PIB n'a crû que de 0,1% en variation trimestrielle au troisième trimestre, selon la première estimation de l'ONS, contre des anticipations du consensus et de la BoE de 0,2% (0,3% pour notre prévision).** L'activité ralentit fortement par rapport au rythme soutenu du premier semestre de l'année (+0,7% au premier trimestre, +0,3% au deuxième trimestre). Le PIB a chuté au mois de septembre (-0,1% en variation mensuelle) et a été révisé à la baisse au mois d'août (à 0%, contre 0,1% dans l'estimation précédente) après une baisse (non-révisée) de 0,1% en juillet.

**C'est la production industrielle qui a pesé le plus sur la croissance du PIB. Elle enregistre un repli de 0,5% au troisième trimestre, après une chute de 0,8% au deuxième trimestre.** Son taux de croissance sur un an est de -0,9%. La production se replie de 0,8% dans le secteur manufacturier sur le trimestre, en raison d'une forte baisse de la production de véhicules à moteur, remorques et semi-remorques au mois de septembre. Celle-ci a chuté de 28,6% en variation mensuelle au mois de septembre (et de 10,3% en variation trimestrielle), entraînant une baisse de 2% de la production industrielle sur le mois. **Un incident de cybersécurité sans précédent a interrompu la production chez Jaguar Land Rover (JLR), un des plus grands constructeurs d'automobiles au Royaume-Uni, et a impacté l'activité de près de 5 000 entreprises à travers le pays via les chaînes de valeur du constructeur.** L'ONS a souligné que le *Cyber Monitoring Centre* (CMC) a classé cet événement comme « incident systémique de catégorie 3 ». Il aura coûté 1,9 milliard de livres sterling à l'économie britannique, selon le CMC, ce qui ferait de lui l'incident de cybersécurité le plus coûteux de l'histoire du pays. En effet, JLR a été forcée de fermer tous ses systèmes informatiques début septembre et n'a pas pu produire une seule voiture jusqu'à début octobre<sup>1</sup>. En conséquence, la production de voitures sur le sol britannique a chuté à son plus bas depuis 1952. Selon la *Society of Motor Manufacturers and traders* (SMMT), la production de voitures a baissé à 51 100 unités contre 70 000 en septembre 2024, soit une baisse de 27% sur un an. Si l'incident de cybersécurité est responsable de la faiblesse des chiffres en septembre, il s'inscrit dans une crise durable dans l'industrie automobile britannique, en proie à plusieurs facteurs défavorables parmi lesquels une concurrence chinoise accrue, des coûts de travail et des prix de l'énergie élevés, ainsi que l'incertitude *post-Brexit* et son impact sur l'investissement.

Parmi les autres sous-secteurs industriels, la production minière a également baissé sur le trimestre, -1,5%, tandis que la production d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation et l'approvisionnement en eau ont progressé de 0,6%.

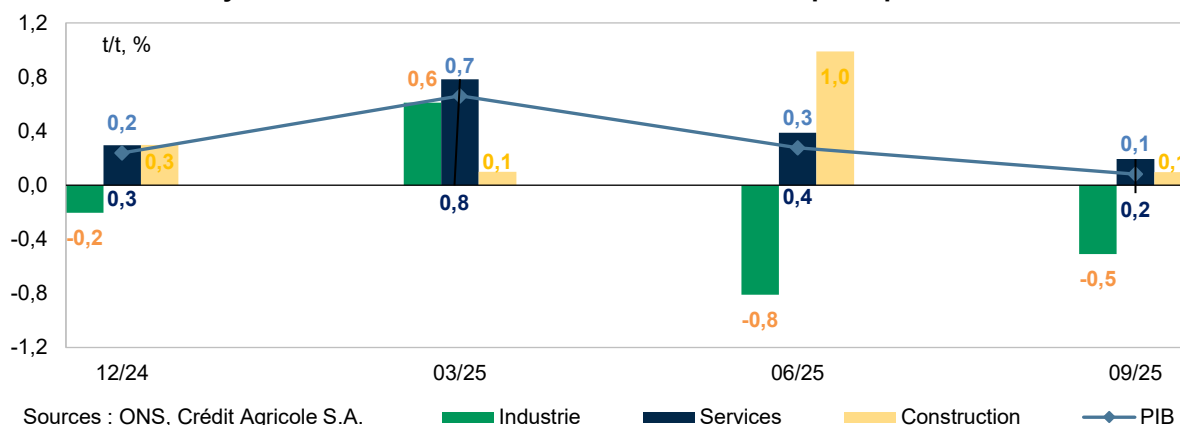
**La croissance dans les services et la construction a également été décevante.** L'activité dans les services a ralenti : elle n'a augmenté que de 0,2%, après 0,4% au deuxième trimestre. Ce ralentissement est attribuable aux activités professionnelles, scientifiques et techniques, qui ont baissé de 0,6% sur le

<sup>1</sup> [Car production slumps to a 73-year low after JLR cyber-attack | Automotive industry | The Guardian](#)

trimestre. Les services à destination des consommateurs n'ont crû que de 0,1%, tirées par les arts, les spectacles et les loisirs en hausse de 3,5%.

La production du secteur de la construction n'a progressé que de 0,1% au troisième trimestre après une hausse de 1% au deuxième trimestre. C'est un développement inquiétant pour le gouvernement qui s'est engagé à accroître significativement la construction de logements. L'ONS précise que « les travaux neufs » ont reculé de 0,2%, alors que « les travaux de maintenance et de réparation » ont crû de 0,6% sur le trimestre.

**Royaume-Uni : croissance trimestrielle du PIB et principaux secteurs**



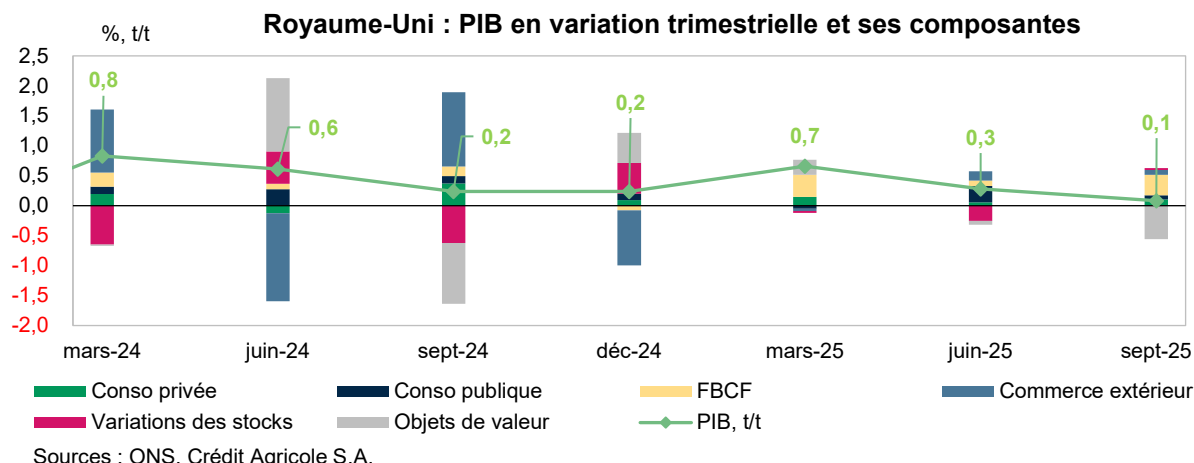
**Côté décomposition du PIB par dépenses, la composante « acquisitions nettes d'objets de valeur » a contribué très négativement à la croissance du PIB, expliquant en grande partie la surprise par rapport à notre prévision.** En effet, cette composante, qui fait partie de la catégorie « autres » de la formation de capital, a contribué pour -0,6 point de pourcentage (pp) à la croissance du PIB. L'ONS ne fournit pas d'explication. En effet, il s'agit d'une variable très erratique. Bien qu'en moyenne sa contribution à la croissance du PIB trimestrielle ait été nulle historiquement sur longue période, sa contribution est significative sur les derniers trimestres : -0,1 pp à croissance du PIB au deuxième trimestre, +0,3 pp au premier trimestre 2025 et de +0,2 pp en moyenne par trimestre en 2024.

**La formation brute de capital fixe, à savoir l'investissement, augmente de 1,8% sur le trimestre après une hausse de 0,5% au deuxième trimestre.** Elle contribue pour 0,3 pp à la croissance du PIB. En revanche, elle est, une fois de plus, tirée par l'investissement public (en hausse de 3,6%, après 4,1% au deuxième trimestre) et par l'investissement immobilier qui rebondit de 5,7%, après 3,1% au deuxième trimestre. L'investissement des entreprises (investissement productif) se replie pour le deuxième trimestre consécutif : -0,3%, après -1,1% le trimestre précédent. Son taux de croissance sur un an tombe à 0,7%, après 3% au deuxième trimestre touchant un plus bas depuis le premier trimestre 2024.

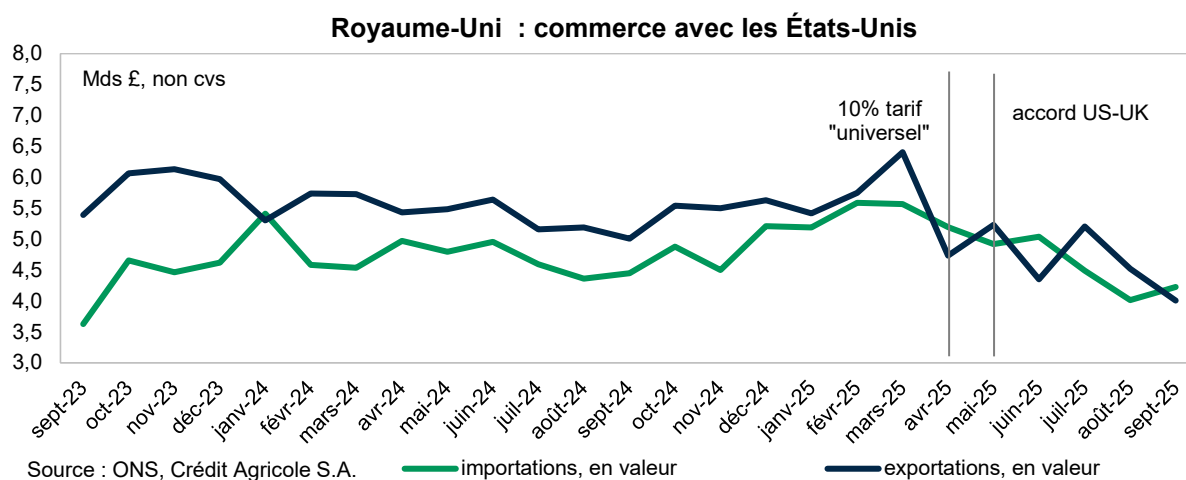
**Côté consommation, les ménages ont augmenté leurs dépenses de 0,2% en variation trimestrielle, après 0,1% au deuxième trimestre.** Cette légère accélération est due aux achats de textiles et chaussures, ainsi qu'aux dépenses dans les loisirs et la culture. Elle vient sur fond de détérioration du marché du travail avec un taux de chômage en hausse à 5% au troisième trimestre, une poursuite de la chute de l'emploi salarié (-26 000 sur le trimestre, et -32 000 sur le seul mois d'octobre, selon l'estimation préliminaire) et une baisse de la croissance des salaires dans le secteur privé à 4,2% en moyenne au troisième trimestre (contre 4,8% au deuxième trimestre).

**La consommation publique ralentit à 0,3% en variation trimestrielle, contre 1,3% au deuxième trimestre.** Au total, les dépenses en consommation progressent de 0,2%, après 0,4% le trimestre précédent, et contribuent pour 0,2 pp à la croissance trimestrielle.

**Le commerce extérieur apporte une légère contribution à la croissance du PIB, de 0,1 pp.** Elle s'explique par une contraction des importations (-0,3% sur le trimestre) plus significative que celle des exportations (-0,1%). Les exportations de services baissent de 0,1%, principalement à cause des exportations de services aux entreprises, les voyages, les services financiers et les services de construction. Les exportations de marchandises sont stables, mais diminuent dans la machinerie, l'équipement de transport et la chimie.



**Les chiffres de la balance commerciale de biens pour le mois de septembre révèlent une nette détérioration du commerce avec les États-Unis** : chute de 11,4% des exportations en valeur de biens (métaux précieux compris) au mois de septembre (-4,1% sur le trimestre) et baisse de 5,3% des importations de biens en valeur sur le mois (-16% sur le trimestre). Ces replis viennent après une baisse de 18,5% des exportations de biens au deuxième trimestre et de 7,3% des importations. Selon l'ONS, **les exportations vers les États-Unis en septembre 2025 sont au plus bas depuis janvier 2022**. Elles sont restées globalement faibles depuis « l'accord de prospérité économique » de mai dernier, qui a maintenu un droit de douane de 10% sur la plupart des produits exportés vers les États-Unis<sup>2</sup>. Selon le « *Business insights and impact on the UK economy bulletin* » de l'ONS du 6 novembre, plus d'un tiers des entreprises exportatrices de 10 salariés ou plus ont signalé avoir subi une hausse de leurs coûts à l'exportation en septembre 2025 par rapport à septembre 2024. En septembre, l'incident de cybersécurité dans le secteur automobile a également pesé sur les exportations de voitures. Cela présage d'un rebond en octobre, avec la reprise de la production de JLR.



**Notre opinion** – L'acquis de croissance pour le quatrième trimestre laissé par la faiblesse du mois de septembre est négatif : -0,1 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir en octobre, par effet mécanique, en raison de la reprise de l'activité dans le secteur automobile : l'incident a pesé pour 0,17 point de pourcentage à la croissance du PIB au mois de septembre, selon l'estimation de l'ONS, et pourrait donc soutenir d'autant la croissance en octobre. Cela étant dit, les mois de novembre et de décembre risquent de surprendre négativement étant donné l'incertitude liée au budget de l'automne et les anticipations d'un tour de vis significatif via des hausses d'impôts et de taxes. Si la volatilité implique quelques risques haussiers, il nous semble encore trop tôt pour envisager une révision de notre prévision de croissance de 0,1% au quatrième trimestre.

Article publié le 14 novembre 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

<sup>2</sup> Consulter notre publication [Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un « Accord de prospérité économique » : quelques baisses de tarifs et beaucoup de promesses](#) – 28 mai 2025

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

| Date       | Titre                                                                                      | Thème        |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 17/11/2025 | <u>Zone euro – La production industrielle en hausse de 0,2% en septembre</u>               | Zone euro    |
| 14/11/2025 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u>                                                   | Monde        |
| 13/11/2025 | <u>Arabie saoudite – Déficit 2025, dérapage ou stratégie assumée ?</u>                     | Moyen-Orient |
| 12/11/2025 | <u>Royaume-Uni – BoE : la trajectoire des taux reste à la baisse, la pause sera courte</u> | Royaume-Uni  |
| 10/11/2025 | <u>Tech – L'open source, un vecteur d'indépendance technologique ?</u>                     | Sectoriel    |
| 10/11/2025 | <u>France – Légère baisse de l'emploi salarié du secteur privé au cours du T3</u>          | France       |
| 07/11/2025 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u>                                                   | Monde        |

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

**Secrétariat de rédaction** : Fabienne Pesty

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :**

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*